

Zoom sur ...

... le rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA en 2019

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a publié en juillet 2020 un rapport portant sur l'évolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019.

❖ Une augmentation croissante de l'inclusion financière dans tous les pays de l'UEMOA depuis 2009

L'inclusion financière consiste à **fournir une offre de services financiers et bancaires formels et disponibles à un coût abordable** pour les individus et les entreprises. Ces services regroupent (i) les produits de dépôts et de crédits bancaires, les services postaux, les comptes dans les caisses d'épargne ou auprès du Trésor – on parle alors de « **bancarisation stricte** »; (ii) les services de microfinance proposés par les systèmes financiers décentralisés (SFD) – qui s'insèrent dans la « **bancarisation élargie** »; (iii) les services offerts par les établissements de **monnaie électronique** (EME).

Le rapport de la BCEAO révèle une forte progression du taux global d'utilisation des services financiers (comprenant la bancarisation élargie et les services de monnaie électronique) ces dernières années, **de 19,7% de la population de plus de 15 ans des pays de l'UEMOA en 2009 à 60,1% en 2019**, en ne prenant en compte que les comptes actifs et en corrigeant la multibancarité. **Tous les pays de la zone ont connu une augmentation marquée**, avec un taux presque doublé au Bénin (de 40,6% en 2009 à 77,8% en 2019), multiplié par 5 en Côte d'Ivoire (de 15% à 77,9%), et même par 10 en Guinée-Bissau (de 3,8% à 38,7%).

❖ ... en dépit de fortes disparités régionales

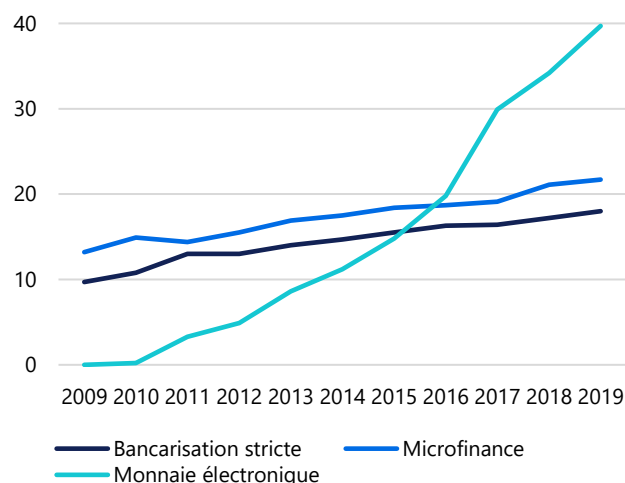
La zone se caractérise toutefois par de fortes disparités entre les pays – **le Niger (17,5%), la Guinée-Bissau (38,7%) et le Mali (42,6%) se situant largement en-deçà de la moyenne régionale**. Si la faiblesse de l'inclusion financière de la Guinée-Bissau et du Niger par rapport à leurs voisins est **relativement ancienne** (le taux global d'inclusion financière des deux pays n'était déjà que de 3,8% et 6,3% respectivement en 2009, contre 19,7% pour l'ensemble des pays de l'UEMOA), **le creusement du différentiel entre le Mali (17,7% en 2009) et le reste de la région a surtout pris de l'ampleur**

entre 2016 et 2017, alors que **le taux d'utilisation des services de monnaie électronique a fortement progressé dans la région** (de 19,8% à 29,9% de la population de plus de 15 ans en moyenne, en ne prenant en compte que les comptes actifs) tout en diminuant à l'inverse au Mali (de 21,4% en 2016 à 18,5% en 2017).

❖ Les services de monnaie électronique, de loin les plus utilisés en moyenne en UEMOA

Le taux d'utilisation moyen des services de monnaie électronique (**39,7% des plus de 15 ans dans l'UEMOA en 2019**, en ne prenant en compte que les comptes actifs) est de loin plus élevé que le **taux de bancarisation stricte (18%)** et le **taux d'utilisation des services de microfinance (21,7%)**. Le recours au « mobile money » a débuté en 2009 avec l'apparition des opérateurs Orange et MTN, d'abord en Côte d'Ivoire et au Sénégal, avant l'apparition de nouveaux acteurs et un déploiement dans les autres pays de la région, grâce à une réglementation régionale favorable et une **structure économique (largement informelle) naturellement propice à une telle innovation**. Les services de monnaie électronique restent toutefois **presque absents au Niger**, avec un taux d'utilisation de 4%. **Au Sénégal et au Togo, le recours aux produits de la microfinance** (respectivement 33% et 53,4% de la population de plus de 15 ans) est légèrement privilégié aux solutions proposées par les EME (32,1% et 34,8% respectivement).

Evolution des taux moyens de bancarisation stricte, d'utilisation des services de microfinance et de monnaie électronique en UEMOA (%)



Données BCEAO, compte actifs en pourcentage de la population de plus de 15 ans.

ACTUALITE REGIONALE

La BRVM admet à sa cote l'emprunt obligataire de la SONATEL d'une valeur de 100 Mds FCFA, sa plus importante émission obligataire privée jamais réalisée

Le 15 septembre 2020, [la Bourse régionale des valeurs mobilières \(BRVM\) a admis à sa cote l'emprunt obligataire « SONATEL 6,50% 2020 – 2027 »](#) d'une valeur de 100 Mds FCFA (152,1 M EUR) au compartiment des obligations, sous le symbole SNTS.O2. [Ce deuxième emprunt obligataire du groupe SONATEL](#) (groupe Orange) avait donné lieu à l'émission en juin 2020 de 10 000 000 obligations dématérialisées au prix unitaire de 10 000 FCFA (15,2 EUR), sur une maturité de 7 ans et à un taux d'intérêt brut annuel de 6,50%. L'opération avait connu un vif succès auprès des investisseurs, avec une sursouscription de 122% et une clôture anticipée le 8 juillet 2020. Elle constitue à date la plus importante émission obligataire par une société privée de la région UMOA. Ce financement sera dédié aux investissements dans les infrastructures pour la modernisation de réseau et le développement de nouveaux services. Pour rappel, la société sénégalaise SONATEL est par ailleurs la première capitalisation boursière du marché des actions de la BRVM avec plus de 1215 Mds FCFA (1,9 Md EUR) au 11 septembre 2020.

BENIN

Révision du Code des marchés publics

Le 30 juillet 2020, [la loi portant révision du code des marchés publics a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale](#). Cette [réforme](#) se justifie par la volonté d'impulser une nouvelle dynamique à l'exécution des projets d'investissement du Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2016-2021) ou de ceux portés par des partenaires privés. En outre, elle intègre au code, des dispositions de la loi portant promotion des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), dans le but de leur faciliter l'accès aux marchés publics. Les modifications dudit projet de loi portent, entre autres, sur (i) la suppression de l'exigence de production de pièces administratives dans les dossiers de soumission, (ii) la réorganisation de certains processus et l'introduction de dispositions visant la digitalisation afin de réduire les délais des procédures de passation des marchés publics de deux mois au moins et (iii) la révision des dispositions qui contribuent à amplifier les coûts d'accès aux marchés publics.

Lancement de la 14^{ème} édition du répertoire des prix de référence

[Le ministère de l'Economie et des finances du Bénin a lancé, le 8 septembre 2020, la 14^{ème} édition du répertoire des prix de référence](#). Ce document est un guide contenant les prix des articles de première nécessité et couramment utilisés dans l'administration publique afin d'encadrer du coût de la commande publique. Le répertoire, qui servira de support dans le cadre de l'élaboration prévisionnelle des budgets de chaque entité l'administration publique, pourrait également servir aux entreprises étrangères souhaitant s'installer au Bénin et cherchant à estimer les coûts d'installation et de gestion lors de leur implantation.

Signature de plusieurs accords de financements avec la coopération allemande pour un montant de 56,1 M EUR

[Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et l'Ambassadeur d'Allemagne au Bénin, ont procédé le 8 septembre, à la signature de deux accords de coopération technique et financière d'un montant global de 36,8 Mds FCFA](#) (56,1 M EUR). Cet appui contribuera au financement de plusieurs projets actuellement en cours d'exécution dans les secteurs de la « gestion intégrée des ressources en eau, approvisionnement en eau potable, hygiène et eaux usées » (9,3 M EUR), de la « bonne gouvernance » (19,3 M EUR) et de « l'agriculture » (15 M EUR). De plus, il permettra d'engager un nouveau programme de « promotion de la formation professionnelle » avec une première contribution de 5,3 Mds FCFA (8 M EUR).

BURKINA FASO

Plus de 71 000 personnes sinistrées par les inondations qui touchent le pays depuis le début de l'année

Selon le rapport du [Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation \(CONASUR\)](#) rendu public le 11 septembre 2020, les inondations et les vents violents auraient mis en situation de précarité 71 341 personnes dans le pays, faisant 13 personnes et 50 blessés sur la période d'avril à septembre 2020. S'agissant des dégâts matériels, le CONASUR évoque 3 347 maisons d'habitation détruites et 1 656 endommagées. Les intempéries auraient également provoqué la perte de plus de 250 tonnes de vivres. Pour rappel, suite aux inondations consécutives qui touchent le Burkina Faso depuis le début du mois, le gouvernement a déclaré le 8 septembre 2020 l'état de « catastrophe naturelle ».

La balance commerciale du Burkina Faso excédentaire de 85,1 M EUR au deuxième trimestre 2020

[La balance commerciale du Burkina Faso](#) est passée d'un déficit de 18,7 Mds FCFA (28,5 M EUR) au premier trimestre 2020 à un excédent de 55,8 Mds FCFA (85,1 M EUR) au deuxième trimestre, réalisant une amélioration de 397,3% en glissement trimestriel et de 132,9% en glissement annuel. Les exportations se sont élevées à 598,4 Mds FCFA (912,5 M EUR), en hausse de 3,6% par rapport au premier trimestre de l'année. L'or (481,9 Mds FCFA, soit +20,6% en g.t., +56,5% en g.a.), le coton (37,2 Mds FCFA) et les fruits sauf oléagineux (22,5 Mds FCFA) représentent à eux seuls plus de 90% des exportations du pays. La Suisse, importatrice d'or, renforce son positionnement de premier client du Burkina Faso (82,7% des ventes du pays). La valeur des importations de marchandises a à l'inverse baissé de 9% par rapport au premier trimestre 2020, de 596,4 Mds FCFA (909,5 M EUR) à 542,6 Mds FCFA (827,4 M EUR). La baisse enregistrée est principalement due à un ralentissement des importations de produits raffinés du pétrole (-20,5% en g.t., -18,7% en g.a.), dans un contexte mondial de diminution des cours. La Chine conserve son rang de premier fournisseur (12% de parts de marché) devant la France (8,8%).

Lancement des travaux de construction des centrales solaires de Koudougou et de Kaya

[Le ministre de l'Energie a procédé, le 10 septembre, au lancement des travaux de construction de deux centrales photovoltaïques](#), l'une de 20 MW à Koudougou et l'autre de 10 MW à Kaya, et de 6 postes de transmission électrique dans le cadre du [Projet d'appui au secteur de l'électricité \(PASEL\)](#), financé à hauteur de 140 M EUR par la Banque mondiale. [Ces travaux, d'un coût total de 62,5 M EUR](#), ont été en partie confiés à l'entreprise française Ineo Energy & Systems du groupe Engie. Ils devraient durer 2 ans. Les régions concernées sont la Boucle de Mouhoun au Centre Ouest, le Sud-Ouest, le Plateau central, le Centre-Nord et le Centre Ouest. L'objectif du PASEL est de couvrir 100% des besoins en électricité en milieu urbain et 40% en milieu rural d'ici 2025. Pour rappel, selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso était de 14,4% en 2018.

COTE D'IVOIRE

Bonne performance des recettes fiscales au terme du 1^{er} semestre 2020

[Selon une communication du ministère ivoirien chargé du Budget](#), l'exécution du budget de l'Etat, à fin juin 2020, a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources ainsi qu'une maîtrise dans l'exécution des dépenses. Les ressources mobilisées à s'élèvent à 3 403,8 Mds FCFA (5,2 Mds EUR) pour une prévision révisée, prenant compte de la pandémie de COVID-19, de 3 643,3 Mds FCFA (5,6 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 93,4%. On peut relever une performance particulièrement bonne des recettes fiscales qui ont été recouvrées à hauteur de 1 740,5 Mds FCFA (2,7 Mds EUR) à fin juin 2020, en dépassement de 9,9% par rapport à l'objectif révisé, imputable en grande partie aux paiements réguliers de bon nombre d'entreprises, en dépit du moratoire de 3 mois accordé par l'Etat ainsi qu'une taxation favorable sur les produits pétroliers. Quant aux dépenses budgétaires, elles ont été globalement exécutées à hauteur de 3 428,7 Mds FCFA (5,2 Mds EUR) pour une prévision révisée de 3 862,7 Mds FCFA (5,9 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 88,8%. En particulier, les dépenses d'investissement ont affiché un taux d'exécution de 99,3% pour s'établir à 791,8 Mds FCFA (1,2 Md EUR).

Hausse de 7,4% en g.a de la valeur globale des marchés publics approuvés à fin juin 2020

[Selon une communication du ministère ivoirien chargé du budget](#), le montant des marchés approuvés à fin juin 2020 s'élève à 594,5 Mds FCFA, soit une hausse de 7,4% par rapport à fin juin 2019. Les procédures concurrentielles (appels d'offres ouverts et restreints) représentent 77,4% du montant des marchés approuvés à fin juin 2020 contre 72,5% à fin juin 2019. Quant aux procédures non concurrentielles (marchés de gré à gré, avenants, conventions et lettres de commande valant marchés), elles représentent 21,2% du montant des marchés approuvés à fin juin 2020 contre 25,1% à fin juin 2019. Les marchés de gré à gré en particulier représentent 10,7% du montant des marchés approuvés à fin juin 2020 contre 11,3% à fin juin 2019. La part des marchés attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) est passée de 31,2% à fin juin 2019 à 41,8% à fin juin 2020. En outre, le délai moyen de passation des marchés a baissé de 7,9 jours, passant de 101,5 jours à fin juin 2019 à 93,6 jours à fin juin 2020.

Bloomfield dégrade la note de risque pays de la Côte d'Ivoire

[L'Agence de notation panafricaine Bloomfield Investment Corporation a présenté le 17 septembre 2020 au cours d'une Conférence son Rapport Risque Pays Côte d'Ivoire 2020](#). La réévaluation du risque pays Côte d'Ivoire par l'agence s'est soldée par une dégradation de la note du pays à 5,7 (sur 10) contre 6,1 en 2019, imputable principalement à des performances macroéconomiques en berne du fait de la pandémie de la COVID-19 et à des tensions politiques exacerbées à l'approche de l'élection présidentielle du 31 octobre. La Côte d'Ivoire passe ainsi d'un profil de « risque faible » à « risque modéré » selon l'échelle d'évaluation du risque pays de l'agence.

GAMBIE

Deux appels d'offres lancés pour la construction d'une centrale solaire de 150 MW

Le Pool énergétique ouest-africain (WAPP) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé deux appels d'offres distincts dans le cadre de [la construction d'une centrale solaire de 150 MW en Gambie](#). La première procédure permettra de sélectionner des consultants pour la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social de l'infrastructure. Les entités intéressées ont jusqu'au 21 septembre pour faire parvenir leurs dossiers. La seconde procédure permettra la sélection d'un conseiller en transactions pour la conception d'une enchère et la sélection du ou des producteurs indépendants d'énergie qui auront à charge le financement, la construction et l'exploitation de la centrale. La date limite de la manifestation d'intérêt est le 5 octobre 2020. Le processus de mise en place de ce parc solaire a démarré depuis octobre 2019 avec la réalisation d'une étude de faisabilité. Il sera implanté à Soma en deux phases qui permettront respectivement le déploiement de 80 MW et 70 MW. Sa mise en service serait prévue pour 2025 et sa production serait cédée à la NAWEC, la compagnie électrique nationale.

GUINEE

Lancement du portail internet « eTax »

[Le portail internet de recouvrement des impôts dénommé « eTax » a été officiellement lancé le 14 septembre 2020](#). Ce nouvel outil sécurisé doit permettre aux contribuables guinéens (i) de faire leurs déclarations d'impôts en ligne, (ii) de payer ces impôts directement et sur la même plateforme, grâce à un système informatique sécurisé, et (iii) de permettre l'identification individuelle des contribuables grâce au Numéro d'identification fiscale permanent (NIFP) mis en place depuis 2018. En outre, la totalité des banques de la place ont noué un partenariat avec le ministère du Budget, permettant aux utilisateurs du site d'effectuer des paiements sans démarches complémentaires auprès de leurs banques. Il a été indiqué lors des présentations de cet outil que 40 Mds GNF (3,5 M EUR) d'impôts provenant de sociétés locales avaient déjà été récoltés via ce portail.

GUINEE-BISSAU

La Turquie construira un nouvel aéroport international dans la capitale

[Un accord de coopération a été signé le 10 septembre à Bissau entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays](#) pour la construction d'un nouvel aéroport international dans la capitale, la modernisation de l'aéroport actuel et l'ouverture d'une ligne par Turkish Airlines. Pour rappel, plusieurs entreprises turques ont déjà développé des infrastructures aéroportuaires dans la région ces dernières années, avec la construction de l'aéroport Blaise Diagne de Dakar en 2017 par les sociétés Summa et Limak et la rénovation de l'aéroport international de Niamey en 2018 par Summa. La signature de cet accord fait suite à la visite du Président bissau-guinéen en Turquie en juin dernier.

LIBERIA

7 sociétés pétrolières locales préqualifiées pour un appel d'offres de licences d'exploration en cours

[L'Autorité de régulation libérienne du secteur pétrolier \(LPEA\) a présélectionné sept compagnies locales](#) sur les neuf qui avaient déposé un dossier pour le cycle de licences offshore en cours dans le bassin de Harper : DEMUS Exploration and Production, Jungle Energy Power INC, New Millennium Oil and Gas, Africa Oil and Gas Inc, Green Petroleum (Liberia) Limited, MAC-Africa Petroleum Inc et TSC Global Inc. La préqualification de ces sociétés libériennes est conforme à la nouvelle loi pétrolière du Liberia qui prévoit une participation obligatoire d'au moins 5% dans tous les accords pétroliers de sociétés détenues par des personnes physiques de nationalité libérienne. La liste des sociétés libériennes présélectionnées par la LPRRA sera présentée à des soumissionnaires internationaux qualifiés en vue d'un éventuel partenariat, conformément à la loi pétrolière modifiée. Pour rappel, neuf blocs de pétrole en mer inexplorés et non forés dans le bassin de Harper sont proposés à l'appel d'offres. Le cycle d'appel d'offres s'étend d'avril 2020 à février 2021.

MALI

Marvel Gold acquiert le permis d'exploration du projet Sakaar

[La société australienne Marvel Gold a conclu avec la Société minière et commerciale \(SOMICO\)](#) un accord pour obtenir 80% d'intérêts dans le projet aurifère Sakaar, en échange de travaux de forage et de la réalisation d'une étude de préfaisabilité. Marvel remboursera également à la SOMICO les frais de demande de permis de Sakaar (environ 18 000 USD). L'entreprise australienne a indiqué avoir commencé la cartographie géologique et la géochimie du sol requises dans le cadre de la première étape de cet accord. Pour rappel, avant que la SOMICO ne devienne propriétaire de Sakaar, le permis était détenu par une entreprise commune entre Legend Gold Mali et Randgold Resources. Marvel Gold se positionne sur 5 projets aurifères au Mali, notamment ceux de Tabakorole et Lakanfla.

MAURITANIE

Alpha Consult recruté pour l'étude de faisabilité de 10 échangeurs à Nouakchott

[Le cabinet d'ingénierie mauritanien Alpha Consult a été recruté pour conduire une étude de faisabilité pour la construction de 10 échangeurs à Nouakchott.](#) L'objectif du projet est de fluidifier le trafic dans la capitale, qui ne compte qu'un seul échangeur hors de la ville (ce projet avait coûté à l'Etat la somme de 600 M MRU, soit 13,6 M EUR). Une étude de faisabilité pour un périphérique de 64 km autour de Nouakchott devrait être lancée prochainement.

La mine d'or Tasiast-Kinross communique sur le bilan de la période 2010-2020

[Le Vice-président des relations extérieures de Tasiast Mauritanie Limited SA, filiale du groupe canadien Kinross, a tenu un point presse à Nouakchott](#) dans le cadre de la « politique d'ouverture et de transparence » de l'entreprise. Alors que Kinross indique avoir produit 572 264 onces d'or en 2019 sur le continent africain, la mine de Tasiast y contribuerait pour 68%. Le groupe minier est revenu sur l'accord signé le 15 juin 2020 avec le gouvernement mauritanien, visant à réévaluer les royalties (anciennement 3%, désormais entre 4 et 6,5%) et a répété sa satisfaction d'avoir obtenu un accord d'exploitation sur 30 ans pour le site Tasiast sud. Kinross indique avoir payé à l'état mauritanien 820 M USD en taxes, impôts et redevances entre 2010 et 2019.

Sur la même période, 418 M USD ont été versés en salaires bruts. Enfin, la société a dépensé 13,3 M USD en investissements communautaires.

NIGER

Le projet de budget général de l'Etat pour l'exercice 2021 fixé à 4 Mds EUR

[Le gouvernement du Niger a approuvé le 16 septembre](#) le projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2021. Ce projet de budget général est présenté en équilibre en recettes et en dépenses à un montant de plus de 4 Mds EUR (2 644,5 Mds FCFA), contre 3,7 Mds EUR (2 422,3 Mds FCFA) dans la loi de finances rectificative de 2020, soit une hausse de plus de 9%. Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions budgétaires 2021 sont notamment l'organisation des élections générales et l'installation des nouvelles autorités, la maîtrise de la pandémie de COVID-19 et la reprise des activités économiques, le raffermissement de la stabilité sociopolitique et sécuritaire et la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens), du MCC (Millennium Challenge Corporation) et des travaux du barrage de Kandadji. Le projet de loi sera transmis à l'Assemblée nationale pour adoption définitive.

Evaluation par l'INS de l'impact de la pandémie sur les conditions de vie des ménages avec le soutien de la Banque mondiale

[L'Institut National de la Statistique \(INS\) réalise depuis le 31 août 2020, avec l'appui de la Banque mondiale, une enquête sur l'impact de la COVID-19](#) sur les conditions de vie des ménages au Niger. Cette enquête, séquencée en 12 vagues de collecte sur un an, permettra au gouvernement d'identifier les ménages directement ou indirectement touchés par les chocs dus à la pandémie et proposera des mesures spécifiques pour leur apporter une assistance. Chaque mois, un sous-échantillon d'environ 1 900 ménages répartis sur l'ensemble du pays sera interviewé par téléphone.

SENEGAL

La Banque mondiale approuve une enveloppe de 50 M USD pour la lutte contre l'érosion côtière

[Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé début août une enveloppe supplémentaire de 50 M USD](#) (50% sous forme de prêt et 50% de don) en faveur du gouvernement sénégalais. Ces ressources viennent compléter le financement déjà approuvé en 2018 en faveur du « [Projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis](#) ». Le coût total de ce projet serait de 85 M USD, entièrement financé par la Banque mondiale, dont deux tiers sous la forme de don. Prévu pour s'achever en 2025, ce programme comporte notamment un volet de relogement de 15 000 personnes vivant dans des quartiers fortement exposés à l'érosion côtière le long de la Langue de Barbarie et dans plusieurs localités de la région touchées par d'importantes inondations ces derniers jours. Le financement initialement approuvé par la Banque mondiale visait le relogement, d'urgence dans un premier temps, puis permanent de populations dont les habitations avaient été détruites par une série de tempêtes en 2017 et 2018 ainsi que le déplacement par anticipation des résidents situés en zone inondable tant sur la « Langue de Barbarie » que dans la ville de Saint-Louis.

La BOAD accorde un prêt de 10,5 Mds FCFA à la société Sports City Diamniadio Co

Les présidents de [la Banque Ouest-africaine de développement \(BOAD\) et de Sports City Diamniadio Co \(SCD Co\)](#) ont procédé à la signature d'un prêt de 10,5 Mds FCFA (16 M EUR) pour le financement partiel du projet de construction d'un complexe hôtelier et sportif par la société SCD Co SA à Diamniadio. Ce projet concernerait la construction d'un complexe multifonctionnel dans le pôle urbain de Diamniadio, intégrant un hôtel d'affaires 4 étoiles de 171 chambres et un complexe (i) sportif pour différentes disciplines (football, handball, volleyball, basket ball) destiné aux sportifs professionnels et amateurs et (ii) de loisir pour les populations de la région de Dakar.

La Turquie et le Sénégal signent des accords de coopération dans le secteur de la culture et de l'éducation

[Le ministre turc des Affaires étrangères a achevé le 11 septembre sa visite de 2 jours dans la capitale sénégalaise.](#) Au terme de cette visite, deux nouveaux accords ont été engagés dans les secteurs de l'éducation et de la culture : le premier accord vise à donner plus de bourses aux universités turques ; le second est lié à la création d'un centre culturel turc pour renforcer les relations entre le Sénégal et la Turquie. La signature d'une nouvelle convention dans le domaine de la défense et la sécurité, ainsi que la tenue d'une commission économique mixte auraient été annoncées par le ministre turc pour approfondir les relations commerciales entre les deux pays. La coopération entre les deux pays touche divers secteurs, notamment avec la réalisation d'infrastructures telles que le Centre de conférence international Abdou Diouf, la gare des gros porteurs, l'aéroport international Blaise Diagne et le stade omnisport Dakar Arena, selon les propos du ministre Amadou Bâ rapportés sur l'Agence de presse sénégalaise.

TOGO

Aide budgétaire de 70 M USD de la Banque mondiale

Pour aider le Togo à faire face à la crise sanitaire de COVID-19 dans sa phase de redressement socioéconomique, [la Banque mondiale a annoncé, le 10 septembre dernier, l'approbation d'un financement de 70 M USD](#), se composant pour moitié de don et pour moitié de crédit. Cette facilité permettra de soutenir la réponse togolaise à la crise qui s'orientera autour de trois axes (i) la réponse sanitaire (dépistage, traitement des malades, etc.) ; (ii) la protection des populations les plus vulnérables (notamment via l'appui au programme de transferts monétaires NOVISSI) et (iii) le soutien au secteur privé en vue de la relance économique (suspension de taxes et impôts, financement d'un plan de soutien à l'agriculture...).

Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique du Togo face à la crise

Le 8 septembre dernier, la Banque mondiale a publié son Rapport sur la situation économique au Togo, intitulé « [Dynamiser l'investissement privé pour plus de croissance et d'emplois](#) ». Le rapport revoit à la baisse les projections de croissance du Togo en 2020, du fait de l'impact de la COVID-19. La croissance s'établirait ainsi à 1%, après 5,3% en 2019 et contre une projection PréCOVID-19 de 5,6%. Elle devrait rebondir à 4% en 2021, puis 5,5% en 2021. Eu égard des répercussions de la crise sanitaire sur l'emploi, l'investissement et la production, l'institution recommande d'accélérer les réformes en vue de l'amélioration du climat des affaires, d'initier des mesures pour faciliter l'investissement privé et d'alléger la fiscalité sur les entreprises.

| Indicateurs Pays | BEN | BFA | CIV | RCI | GMB | GIN | GNB | LBR | MLI | MRT | NER | SEN | SLE | TGO | UEMOA | ASS |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|----------------|
| <i>Population (M hab.) 2018</i> | 11,4 | 19,5 | 0,6 | 25,6 | 2,2 | 13,3 | 1,7 | 4,5 | 18,5 | 4,5 | 19,3 | 16,3 | 7,6 | 8,0 | 120,4 | 992,6 |
| Macroéconomie | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>PIB (Mds USD) 2018</i> | 10,5 | 14,2 | 2,0 | 43 | 1,7 | 11,7 | 1,5 | 3,2 | 17,2 | 5,2 | 9,2 | 24 | 3,9 | 5,4 | 140,3 | 1 642,7 |
| <i>PIB / Hab (USD) 2018</i> | 915 | 729 | 3 563 | 1 680 | 745 | 883 | 840 | 728 | 927 | 1 143 | 477 | 1 474 | 515,9 | 670 | 1 060 | 1 658 |
| <i>Croissance PIB réel (%) 2018</i> | 6,5 | 6 | 4,7 | 7,4 | 6,6 | 5,8 | 3,8 | 1,2 | 4,9 | 3 | 5,2 | 6,2 | 3,7 | 4,7 | 6,3 | 3 |
| <i>Inflation (%) 2018</i> | 1 | 2,0 | 1,3 | 0,3 | 6,5 | 9,7 | 1,4 | 23,4 | 1,7 | 3 | 3 | 0,5 | 16,9 | 0,7 | 1,4 | 8,5 |
| Finances Publiques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Déficit public (%PIB) 2018</i> | -4,7 | -4,7 | -2,7 | -4 | -6,6 | -2 | -5 | -4,8 | -4,7 | 1,6 | -4,9 | -3,4 | -3,8 | -3,1 | -3,8 | -3,7 |
| <i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i> | 54,6 | 43 | 127,7 | 52,2 | 83,1 | 38,7 | 56,1 | 40,5 | 36,6 | 83,9 | 55,1 | 64,4 | 71,3 | 74,6 | 52,5 | 48,5 |
| <i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i> | 13,4 | 17,8 | 22,5 | 16,5 | 17,2 | 12,8 | 11,4 | | 14,8 | 20,0 | 14,9 | 18,7 | | 17,4 | 16,2 | - |
| <i>Risque Pays¹</i> | B | C | B | B | - | C | - | D | D | D | C | B | D | C | - | - |
| Echanges | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i> | -11,3 | -2,6 | -39,0 | 6,2 | -35,5 | -5,0 | 0,8 | | -4,3 | -9,4 | -12,0 | -12,8 | | -19,6 | - | - |
| <i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i> | 207 | 283 | 30 | 1 334 | 9 | 194 | 5 | 9 | 374 | 205 | 170 | 856 | 16,2 | 344 | 3 573 | 11 015 |
| <i>Importations françaises depuis (MUSD)</i> | 4 | 26 | 0,4 | 950 | 0,2 | 101 | 3,0 | 49,7 | 11 | 43 | 270 | 99 | 19,1 | 18 | 1380 | 8 069 |
| <i>Balance courante (%PIB) 2018</i> | -8,9 | -7,5 | -7 | -3,4 | -11,5 | -16,1 | -1,6 | -23,3 | -7,3 | -18 | -16,3 | -7,2 | -13,8 | -7,9 | -6,8 | -2,6 |
| <i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i> | - | - | 5 | - | 4 | 3 | - | 2,6 | - | 5 | | - | 3,4 | - | 5 | 5 |
| Aspects qualitatifs | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>IDH (2018)³</i> | 163 | 183 | 125 | 170 | 174 | 175 | 177 | 181 | 182 | 159 | 189 | 164 | 184 | 165 | - | - |
| <i>Doing Business (2019)⁴</i> | 153 | 151 | 131 | 122 | 149 | 152 | 175 | 175 | 145 | 148 | 143 | 141 | 163 | 137 | - | - |
| <i>Environnement des affaires⁵</i> | C | C | C | B | - | D | - | D | D | D | C | B | D | C | - | - |

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque